

de vue national et envoyer promener les autorités provinciales. Je ne crois pas au caractère sacré des gouvernements provinciaux ni à toutes ces bêtises sur notre constitution. Toute personne saine d'esprit sait que nous avons l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, qui n'est pas une constitution, et que cette loi peut être modifiée pour donner aux gens ce qu'ils demandent, comme cela s'est déjà fait à plusieurs reprises. On a dit que les provinces n'accepteront pas les projets de modification. J'ai entendu des gens qui travaillent à ce programme de développement régional dire qu'ils n'avaient pu rencontrer leurs homologues des gouvernements provinciaux. Rien d'étonnant à ce que nous ne puissions pas faire démarrer le programme quand nous ne pouvons nous entretenir avec nos prétendus partenaires.

J'aimerais voir plus d'orientation. Si nécessaire, le ministre devrait d'abord prendre des initiatives quant à une ou deux entreprises. Je consentirais à ce que ces travaux se réalisent hors de ma propre circonscription, par exemple, dans celle de Renfrew, ou dans toute autre où l'on aurait quelque perspective de succès. Le gouvernement fédéral devrait les mener à bonne fin et, assurément, les Ontariens ne poseront pas l'objection des droits provinciaux; ils accepteront volontiers ces programmes, même sans l'autorisation du gouvernement provincial. Il me semble que l'argument constitutionnel est faible. Les provinces ne sont vraiment pas en cause, en bien des cas, et il ne faut pas qu'elles le soient.

Nous entendons beaucoup parler du séparatisme au Québec.

Une voix: Pourquoi êtes-vous contre?

M. Peters: Nous ne sommes nullement contre le séparatisme. Le député de Chapleau, le député de Villeneuve, le député de Timmins et moi-même, qui représentons la majeure partie du Nord-Est de l'Ontario et le Nord-Ouest du Québec, nous n'avons certainement pas d'opinions divergentes sur le sujet.

Les problèmes soulevés par le député de Chapleau cet après-midi sont ceux qui touchent Temiskaming, Timmins, Cochrane—je suis sûr que Sault-Sainte-Marie, la Ceinture de Nickel, Sudbury et la région tout entière s'en ressentent aussi. Pour ce qui est de nos besoins nous nous rapprochons plus des gens du Nord-Ouest de Québec que de ceux de la partie sud de l'Ontario—de Toronto. Leurs problèmes diffèrent tout à fait des nôtres, et

[M. Peters.]

ils consacrent tout leur temps à essayer de les résoudre. Ils ont trop d'industries, dont l'expansion trop rapide cause mille difficultés. Nous serions heureux d'accueillir quelques-unes de ces industries.

L'autre jour à Montréal j'écoutais parler plusieurs personnes. Dans le groupe se trouvait un millionnaire récemment arrivé dans la ville—depuis trois ans je suppose. Il vient du Nord de l'Ontario. Il s'entretenait avec un de mes honorables amis sur l'avantage qu'il y a de quitter Montréal. Il ne trouvait pas l'endroit propice aux placements et songeait à partir. Il signalait que 600 sociétés partaient du Québec.

Nous avons tous entendu parler de sociétés passant de l'Ontario au Québec et vice-versa. Ce transfert s'effectue entre Toronto et Montréal. J'ai été étonné de constater que dans l'État du Vermont, les choses ne se passent pas ainsi et que les industries se déplacent vers le Sud. Cet homme s'intéresse grandement à la spéculation et à la valeur de ses placements, parce que c'est son gagne-pain. Durant de nombreuses années, le Vermont était considéré comme étant une région rurale arriérée. Néanmoins, je crois comprendre que, grâce aux encouragements de son gouvernement, de nombreuses fabriques installées au Québec y sont transférées et d'autres compagnies songent à s'y établir.

• (9.30 p.m.)

Je ne connais pas les lois du Vermont, mais j'ai toujours cru que des encouragements suffisants peuvent inciter une industrie à s'installer là où le gouvernement le voudrait. Il n'est pas surprenant que notre Hydro ait pris naissance au Québec, région qui possède un atout, l'énergie. On a fait venir de la main-d'œuvre de la Jamaïque.

Une voix: De la main-d'œuvre à bas prix.

M. Peters: La main-d'œuvre à bas prix est un mythe. On peut lancer une société avec de la main-d'œuvre à bas prix, mais il ne faut pas longtemps avant que les syndicats s'en mêlent. On l'a vu à Barrie, où les salaires étaient de 65c. l'heure. Cela n'a pas duré longtemps. Il y aurait plusieurs avantages à faire miroiter pour attirer l'industrie de la bauxite au Canada, et non à la Jamaïque.

A un moment donné, la Bata Shoe Company a songé à déménager entièrement au Canada, mais ces encouragements que nous